

Mesdames et Messieurs les Députés,

En tant que membres du corps enseignant de l'Université York, nous souhaitons signaler respectueusement les incidents suivants, qui ont contribué à la création d'une atmosphère dans laquelle les étudiants et les membres du personnel et du corps enseignant qui sont juifs ou favorables à Israël ont peur de subir de l'abus et de la discrimination à l'Université York. L'administration de York a été exemplaire dans sa réponse aux inquiétudes des parties concernées, mais le simple fait que ces incidents se soient produits est, en soit, extrêmement inquiétant et leur répétition et intensification anticipée dans les mois et les années à venir sont la source d'une profonde anxiété. La liste suivante n'est pas une liste exhaustive. Il s'agit plutôt d'une sélection de quelques-unes des sources d'inquiétude, de consternation et, franchement, de blessures et de peur les plus marquantes. En tant que membres du corps enseignant, nous avons observé ces altercations et avons reçu de nombreux signalements privés d'étudiants et de collègues, dont plusieurs déposaient également des plaintes anonymes aux bureaux universitaires appropriés.

1. Peu de temps après l'attaque par le Hamas contre Israël, le 7 octobre 2023, l'organe exécutif de la York Federation of Students (YFS) a fait une [déclaration](#) célébrant le massacre, le viol et l'enlèvement de civils israéliens et de citoyens d'autres nationalités, soulignant la nécessité d'événements similaires dans le monde en tant qu'actes de résistance justifiés contre l'oppression et qualifiant ces événements de mesures adéquates en vue de la décolonisation totale. Suite aux demandes de l'administration de l'Université de se distancier de cette déclaration, le leadership de la YFS a précisé qu'elle n'endossait pas le meurtre de « civils innocents », mais qu'elle soutenait toujours les actions du Hamas. Il est déjà assez troublant que cette déclaration endosse la violence aveugle en tant qu'outil politique légitime. La réponse de la YFS à l'administration insinue, de par son soutien du point de vue du Hamas, qu'elle ne considère aucun civil israélien, ni même les enfants et les mineurs, comme étant innocents et qu'ils constituent donc des cibles légitimes. Cette position est profondément troublante pour toutes les personnes de citoyenneté israélienne ou ayant des liens avec des citoyens israéliens à Toronto et ailleurs. Cela devrait inquiéter tout le monde. Même si nous ne croyons pas que les propos tenus par le leadership de la YFS représentent la vaste majorité du corps étudiant de l'Université York, il n'en fallait pas plus pour instaurer un climat de peur, d'abus et de violence pour bon nombre d'entre eux – particulièrement les étudiants juifs et israéliens, les membres du corps enseignant et les membres du personnel – sur le campus. Ces peurs ont été intensifiées dans les semaines suivantes, par l'apparition sur le campus de swastikas et de slogans exigeant une « révolte Intifada », le terme Intifada étant largement compris en tant qu'appel aux actes de violence terroristes, tels que les attentats suicides visant les civils israéliens, associés avec la deuxième Intifada palestinienne.

2. Durant le semestre du printemps, le SCFP 3903 a publié une [Trousse à outils pour la Palestine](#) [EN ANGLAIS] encourageant les aides-enseignants à dévier de leur cursus régulier, peu importe la matière à enseigner, pour éduquer les élèves sur le conflit entre le Hamas et Israël selon la perspective antisioniste et anti-Israël présente dans le document. En plus de représenter un appel à la politisation des salles de classe – une mesure qui ne peut que créer une atmosphère dans laquelle les voies favorables à Israël se sentent marginalisées ou étouffées, voire menacées (que ce soit par voie d'ostracisation, de violence verbale ou physique, ou des mesures punitives ayant un impact sur la note de l'étudiant) – la Trousse à outils vilipende spécifiquement l'association étudiante juive Hillel. Selon la Trousse à outils, l'Université York est complice de « violence

génocidaire » en entretenant des « relations économiques et académiques avec bon nombre d'institutions culturelles sionistes (c.-à-d. Hillel) et d'universités israéliennes (c.-à-d. l'Université hébraïque de Jérusalem) ». Hillel est le foyer social et culturel d'étudiants juifs exprimant divers points de vue sur bon nombre d'enjeux, y compris Israël et le conflit actuel. Le fait de cibler cette importante association étudiante juive sur le campus est alarmant.

3. En avril 2024, le *National Post* a publié un [article](#) sur une motion « fuitée » par le Département de science politique de l'Université York. La motion, produite par le sous-comité contre le racisme anti-palestinien du Département, composé de membres du corps enseignant et de diplômés, démontre les personnes favorables au sionisme et à Israël, et appelle également au boycottage des institutions académiques israéliennes. Le journal a indiqué, de façon erronée, que la motion contraire aux politiques de l'Université York sur la [liberté académique](#) des membres du corps enseignant avait été adoptée lors d'une réunion départementale. Néanmoins, sa révélation effraie bon nombre de membres du corps enseignant et d'étudiants en politique et d'autres départements. Le fait qu'elle puisse toujours être adoptée est tout aussi inquiétant. Le corps enseignant et les diplômés craignent d'être victimes de harcèlement s'ils expriment ouvertement leurs points de vue pro-Israël ou s'ils s'associent avec ou expriment une quelconque forme de sympathie envers les Israéliens lors des réunions de leurs départements et d'autres organes collégiaux. Nous voyons de plus en plus d'universitaires israéliens se voir refuser la participation à des conférences académiques internationales, y compris au Canada, sans explications. Les universitaires menant des recherches portant sur Israël, ou en collaboration avec des institutions ou d'autres universitaires israéliens – en particulier les membres du corps enseignant non titulaires et les étudiants diplômés, qui sont certains des membres les plus vulnérables de la communauté académique – craignent de faire face à des mesures punitives sous la forme de rejet de leurs demandes de participation à des conférences, de financement pour leurs recherches, de refus de promotion, et plus encore. Les universitaires du domaine des études juives sont particulièrement inquiets, car de tels boycottages, formels ou non, rendront impossible la continuité de nos recherches et l'exercice de nos fonctions d'enseignant, compte tenu du rôle vital qu'Israël et les bourses d'études israéliennes jouent dans les études juives.

4. En tant qu'instructeurs et mentors, nous avons tenu des rencontres privées avec plusieurs étudiants – juifs et non juif – qui se sont plaints de l'atmosphère d'intimidation dans des salles de classe où des membres du corps enseignant partagent des points de vue unilatéraux sur le conflit israélo-palestinien et, plus précisément, sur la guerre en cours (voici un [article](#) soumis au journal étudiant de l'Université York présentant de tels incidents). Bien que certains instructeurs ont tenté d'aborder les demandes des étudiants, de pouvoir exprimer des points de vue divers, la plupart du temps, les étudiants trouvent que leurs points de vue sont sommairement considérés comme invalides et comme preuve d'attitudes et de valeurs régressives. Or, d'après notre expérience, les étudiants font rarement part de leurs plaintes aux enseignants. Ils évitent de partager ouvertement leur point de vue par peur d'être victimes de violence de la part de leurs enseignants et des autres étudiants, que ce soit dans la salle de classe ou non, et ils s'inquiètent des impacts négatifs sur leurs notes. Il va sans dire qu'un climat encourageant l'autocensure et le musellement empêche la création d'un environnement d'apprentissage inclusif, qui constitue une partie importante de notre mission académique.

Qui plus est, les étudiants juifs rapportent fréquemment qu'ils cherchent à dissimuler leur identité autant que possible, en ne portant pas d'étoile de David, par exemple, car ils craignent de

se faire harceler (p. ex. de se faire cracher dessus) sur le campus. Leur objectif est de passer inaperçus, dans l'espoir qu'ils pourront finir leurs études avec le moins d'obstacles possible et en subissant le moins d'humiliation que possible. Dans l'un des incidents les plus graves, un étudiant a été victime de violence sur les réseaux sociaux pendant plusieurs semaines, en réaction à une vidéo partagée par un camarade de classe qui se moquait de lui parce qu'il portait une kippa Starbucks sur le campus. L'étudiant a porté une kippa pendant des années sans réaliser que cela pourrait être interprété par certains comme une déclaration politique. Il a subi un déferlement de commentaires abusifs non seulement en tant que « sioniste », mais aussi en tant que juif pratiquant. Il est donc compréhensible qu'il ait eu l'impression que ses droits civils étaient atteints et qu'il se sente comme une cible directe pour la violence.

Nous aimerions souligner que, dans notre expérience, la vaste majorité des étudiants, des membres du personnel et des membres du corps enseignant de l'Université York n'emploie pas de langage ni ne pose des gestes hostiles envers les juifs, le judaïsme ou les Israéliens. Toutefois, les actions ci-dessus et le climat de peur général auxquels de nombreux étudiants juifs et israéliens font face sur le campus donnent lieu à de sérieuses préoccupations. Nous savons, grâce à l'expérience tirée de l'histoire, que la normalisation de déclarations et de comportements visant à démoniser les juifs ou Israël, en particulier sous le couvert de l'antisémitisme, porte à considérer les juifs comme des parias ou pire encore, quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses et leurs pratiques culturelles. Les pratiques « antisémites » du bloc soviétique – qui ont refusé aux juifs la liberté de s'exprimer en tant que juifs, qui ont imposés des quotas à leur égard dans les écoles, et qui leur ont fait subir toutes sortes de discrimination et, dans certains cas (comme en Pologne, en 1968), sont allés jusqu'à leur refuser l'accès aux universités et à la vie publique en général, sous prétexte qu'ils étaient « sionistes » ou en raison de leurs liens (ainsi que leur proximité) avec des « sionistes » – est encore frais à nos mémoires.

Cordialement,

Scott Adler, Département de psychologie

Carl Ehrlich, Départements d'histoire et de sciences humaines

Joshua Fogel, Département d'histoire

Lindsey Gutt, YUELI – École d'études permanentes

Sara Horowitz, Département de sciences humaines et de langues, de littérature et de linguistique

David Koffman, Département d'histoire

Eytan Lasry, École des études administratives

Sarah Rugheimer, Département de physique et d'astronomie

Ahouva Shulman, Département de langues, de littérature et de linguistique

Kalman Weiser, Départements d'histoire et de sciences humaines

Laura Wiseman, Départements de sciences humaines et d'éducation